



Paris, le 11 décembre 2019

Monsieur le Coordinateur Spécial, cher ami,  
Monsieur le Secrétaire Général,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,  
Mesdames et Messieurs les Directeurs, chers amis,

J'attache la plus grande importance à la réunion, aujourd'hui à Paris, du Groupe international de soutien au Liban, sous la co-présidence des Nations unies et de la France. Je tiens à remercier le Coordinateur spécial des Nations unies pour le Liban, Monsieur Jan Kubis, pour sa présence. Au-delà, votre présence et votre mobilisation témoignent de la gravité de la situation du Liban, de l'importance de la stabilité du pays, pour les Libanais comme pour la région, et de la nécessité de coordonner les messages et l'action de la communauté internationale dans ces circonstances.

C'est parce qu'il y a urgence à agir que nous avons choisi de réunir le Groupe International de Soutien dans des délais très rapprochés. Le Liban est aujourd'hui dans une situation difficile qui exige une réaction rapide et déterminée des autorités libanaises en premier lieu, réaction qui devra être accompagnée par la communauté internationale.

Les Libanais se sont mobilisés depuis plusieurs semaines pour demander des réformes. Ils doivent être entendus. La situation économique du pays l'exige.

Le secteur financier libanais est largement paralysé, avec de lourdes conséquences pour tous les Libanais. Des conséquences notamment pour les entreprises du pays, dont nombres d'entre elles ont commencé à réduire leurs activités et les salaires de leurs employés.

Dans ce contexte économique profondément inquiétant, le mouvement de contestation en cours exprime des aspirations profondes, de manière pacifique et, je le considère, avec une grande maturité. Ce mouvement, qui dure depuis bientôt deux mois, est porteur de demandes claires et fortes : la lutte contre la corruption, davantage de transparence, une véritable gouvernance et des réformes qui remettent l'économie libanaise sur le chemin de la

croissance. Il revient aux autorités libanaises de répondre aux aspirations exprimées par les Libanais, et de le faire de manière urgente.

Le Liban a, particulièrement aujourd'hui, besoin d'institutions pleinement fonctionnelles. Il est urgent que le Liban se dote d'un gouvernement efficace et crédible, qui soit à même d'engager les réformes nécessaires.

Le vide institutionnel qui existe depuis la démission du Premier ministre Saad Hariri le 29 octobre est donc inquiétant. Je tiens, dans ce contexte préoccupant, à saluer l'action des Forces Armées Libanaises qui se trouvent depuis bientôt deux mois en première ligne pour préserver la stabilité du Liban, la sécurité des Libanais et leur droit à manifester pacifiquement. La stabilité du Liban, sa dissociation des crises et des tensions régionales, demeurent essentielles pour le pays et pour la région.

C'est dans ce contexte difficile que nous sommes réunis aujourd'hui. Le Groupe International de Soutien au Liban permet de réunir l'ensemble des acteurs politiques et économiques les plus importants pour le Liban, les plus attachés à la préservation de sa stabilité, les plus attachés au fonctionnement de ses institutions, les plus attachés à sa prospérité.

Aujourd'hui, le Groupe international de soutien a pu définir collectivement une feuille de route précise, qui trace la voie qui permettra au Liban de répondre aux principaux défis qui sont les siens, en particulier sur le plan économique. Cette feuille définit les principales mesures que les autorités libanaises seraient amenées à prendre : pour la plupart, ces mesures ont déjà fait l'objet d'un engagement du gouvernement libanais lors de la conférence CEDRE à Paris en avril 2018. J'y étais ! Elles sont désormais indispensables, et incontournables pour permettre la mobilisation de la communauté internationale en appui au Liban. Je me réjouis vraiment que vos travaux aient permis d'agréer un communiqué conjoint matérialisant notre accord sur cette feuille de route.

Au cœur de cette feuille de route, il y a naturellement les attentes exprimées par les Libanais depuis le 17 octobre dernier : la transparence, une meilleure gouvernance ; la soutenabilité également, à un moment où l'économie libanaise a besoin de se reconstruire sur des bases nouvelles, à la fois plus robustes et résilientes ; la solidarité enfin, à l'heure où le Liban a besoin d'une économie plus inclusive et plus juste.

De ce point de vue, la présence parmi nous - et pour la première fois dans le cadre des travaux du Groupe international de soutien - des représentants des institutions financières régionales et internationales revêt une importance de premier plan. Leur expertise, leur participation sont essentielles pour assurer le rétablissement de la situation économique et financière du Liban.

Sur la base de la feuille de route sur laquelle nous nous sommes mis d'accord, désormais l'engagement des autorités libanaises est fondamental. Il doit s'accompagner de la mise en place d'un gouvernement compétent, qui soit en mesure de mettre en œuvre rapidement l'ensemble des réformes qu'exige la situation du pays. Ce n'est évidemment pas à la communauté internationale qu'il appartient de décider de la composition du gouvernement, mais c'est bien aux responsables libanais de le faire, c'est bien les responsables libanais qui

doivent mettre de côté leurs intérêts propres et avoir à l'esprit l'intérêt général de tous les Libanais. Le seul critère doit être celui de l'efficacité de ce gouvernement, au service des réformes attendues par la population.

Seule, Mesdames et Messieurs, cette voie permettra à l'ensemble des participants autour de cette table, et au-delà, de se mobiliser pour apporter au Liban le soutien dont il a besoin et que nous sommes prêts à mobiliser pour ce pays qui nous tient tant à cœur.

Merci de votre attention, merci de votre présence./.